

Lubrizol : la commission d'enquête du Sénat épingle le gouvernement - Mode lecture

Plus de huit mois après le spectaculaire incendie à l'usine Lubrizol à Rouen, la commission d'enquête du Sénat rend son rapport ce jeudi. Elle dénonce "des angles morts inacceptables" dans la prévention des risques industriels en France et critique le gouvernement.



Incendie de l'usine Lubrizol à Rouen (Seine-Maritime), 26 septembre 2019. © Radio France - Alexandre Bioret

Il était attendu plus de huit mois après le spectaculaire incendie à l'usine Lubrizol à Rouen. La commission d'enquête du Sénat dévoile ce jeudi son rapport sur la catastrophe et on peut dire qu'elle n'est pas tendre. Elle dénonce "*des angles morts inacceptables*" dans la politique de prévention des risques industriels en France et elle épingle au passage l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzin.

Un suivi sanitaire "problématique"

"A l'instar du suivi sanitaire proprement dit, l'identification du risque sanitaire telle que pratiquée par le ministère de la Santé, a été à la fois tardive et incomplète", écrivent les rapporteurs Christine Bonfanti-Dossat (LR) et Nicole Bonnefoy (PS) dans leurs conclusions sur cet "*accident industriel majeur*", sans victime "apparente", qui a fait l'objet de "200.000 tweets en 24 heures".

L'incendie, survenu le 26 septembre sur le site Seveso seuil haut, avait provoqué un immense nuage de fumée noire de 22 km de long avec des retombées de suie jusque dans les Hauts-de-France. Près de 9.505 tonnes de produits chimiques avaient brûlé dans cette usine de lubrifiants automobiles et sur le site voisin de Normandie Logistique.

La commission présidée par le sénateur centriste Hervé Maurey, estime que la méthodologie adoptée par le ministère de la santé pour le suivi sanitaire est "problématique". "Il est impossible de se prononcer de manière définitive sur l'impact sanitaire de l'incendie Lubrizol, au vu des seules données récoltées dans le cadre de la surveillance environnementale, ces dernières étant totalement ou partiellement inexploitables", peut-on lire.

Le gouvernement critiqué

La ministre de la Transition écologique est également critiquée. Son objectif affiché à la suite de la catastrophe "d'augmentation de 50% des contrôles d'ici 2022 à effectifs constants" est "peu réaliste", peut-on lire dans le rapport. Les sénatrices critiquent aussi en outre la décision "prématurée" du ministre de l'Agriculture "prise dans l'urgence le 11 octobre" de lever l'interdiction de vente du lait produit dans plus de 200 communes.

Le gouvernement n'est pas le seul épinglé dans ce rapport. "La politique de prévention des risques industriels déployée depuis 40 ans en France laisse apparaître des angles morts importants et inacceptables", écrivent les rapporteurs, qui dénonce la baisse depuis plusieurs années des budgets alloués à la prévention des risques technologique.

Le rapport pointe aussi le nombre réduit de sanctions prononcées à l'encontre des pollueurs. Il estime qu'il faut d'urgence revoir "la doctrine de communication de crise de l'Etat", qui consiste à vouloir rassurer à tout prix.